

DEBAT NATIONAL
Collège André Albert – Saujon 17

En préambule d'une réflexion sur les trois thèmes retenus, un échange s'engage avec les enseignants présents.

Ces derniers précisent que quelques mois après un mouvement comme l'Education n'en avait jamais connu, le scepticisme et la suspicion dominant dans l'opinion des personnels vis-à-vis du « grand débat » lancé par le gouvernement.

Des choix précis inspirent le questionnement imposé par la commission Thélot : les fiches privilégient certaines solutions au détriment d'autres, et cherchent à forcer l'assentiment dans le diagnostic et les réponses. Mr Thélot n'a-t-il pas déclaré lui-même « *Si le débat reflète correctement ce que les Français pensent, le gouvernement en tiendra évidemment compte* » (*Le Monde du 17/11/03*).

En outre, les choix qui inspirent le questionnement Thélot sont déjà anticipés, avant même que le débat n'ait eu lieu :

- décisions budgétaires catastrophiques,
- 13.000 emplois supprimés dans le second degré à la rentrée 2004, dont 1.500 emplois d'enseignants, 2.500 postes de stagiaires, 4.000 suppressions de moyens de remplacement et suppression du tiers des postes mis aux concours de recrutement,
- décentralisation des ATOSS et redéfinition de leurs missions,
- suppression de formations ou de sections dans les LEP,
- suppression du statut des MI-SE alors même que le nouveau contrat d'ASSEDU n'attire pas foule.
- optionalisation des enseignements artistiques en 3^{ème} à la rentrée 2004,
- quasi suppression des plans académiques de formation,
- gel des salaires dans la fonction publique en 2003 et hausse de 0,5% en 2004 soit un retard de 10 points d'indice sur la croissance en 4 ans ...

Les conclusions du débat semblent même déjà avoir été tirées par Luc FERRY et Xavier DARCOS le 28 octobre dernier devant la commission des finances.

« La perspective principale qui motive ce ministère est de poursuivre la décentralisation et la déconcentration ». « Concernant les établissements secondaires, l'objectif reste un développement de leur autonomie ». « D'autres champs d'économie sont possibles dans l'éducation. Certains passent par la redéfinition des services et la rationalisation de l'offre de formation, la mise en place de la bivalence des professeurs de collèges serait une très bonne chose ». M. DARCOS, lui, précise l'objectif du débat : « le ministère s'interroge sur le fait de savoir s'il ne vaut pas mieux attendre que le grand débat n'amène naturellement à poser ces questions de façon concrète... »

Nous ne sommes pas dupes. Nous savons que ce « grand débat national » n'est qu'une mascarade orchestrée pour justifier la politique libérale que le gouvernement a déjà commencé à mettre en œuvre et qu'il poursuit, malgré l'opposition massive des personnels qui s'est exprimée en mai – juin dernier, avec le soutien d'une grande partie des parents d'élèves.

C'est donc sans aucune naïveté que nous abordons le débat organisé ici., mais nous invitons tous ceux qui ont à cœur de débattre démocratiquement, au **contre débat que nous organisons**.

Vers quel type d'égalité l'Ecole doit-elle tendre ?

Placer l'enfant au centre du système éducatif ne signifie pas considérer l'enfant comme un « enfant roi ». Cette exigence implique une pédagogie et un environnement à la hauteur de cette

ambition. L'école doit donc offrir des activités pédagogiques diversifiées, une synergie entre les disciplines qui devrait être développée lorsqu'elle ne l'est déjà; des rythmes adaptés à l'âge des enfants ; des évaluations formatrices et constructives. Centrée sur l'enfant, c'est à l'école de faire en sorte que tous puissent accéder aux savoirs sans perdre de vue le niveau d'exigence.

Pour bien apprendre, les élèves ont aussi besoin de conditions de vie favorables, aussi bien dans l'établissement scolaire que dans son environnement. Cela passe donc par des conditions matérielles à respecter : un service public de proximité à taille humaine ; une amélioration du cadre de vie ; une prise en compte de l'ergonomie notamment pour le mobilier ; une restauration scolaire qui soit un véritable temps de socialisation avec ce que cette ambition exige en terme de formation des personnels encadrant les enfants ; des transports de qualité ; un meilleur suivi de la santé des élèves par un personnel formé et en nombre suffisant.

L'école a pour vocation d'être une école de l'égalité : elle doit constituer pour chacun un recours, lui permettant d'échapper à un destin social écrit d'avance. Elle doit donc garantir l'intégration de tous au sein de la communauté. La lutte contre l'inégalité des chances vise à neutraliser autant qu'il est possible les privilèges de naissance et les préjugés. Ainsi la pratique des classes de niveau hétérogène se fonde sur le constat que les élèves défavorisés sont « tirés vers le haut » par les meilleurs élèves, sans pour autant nuire à la progression des ces derniers.

Par ailleurs, parmi les facteurs qui conditionnent la réussite scolaire des élèves, les plus déterminants sont sans doute la pédagogie du maître et la politique de l'établissement. Le souci d'égalité passe également par une aide matérielle et financière à la scolarité pour les familles défavorisées. Dans une période marquée par les difficultés économiques et sociales grandissantes, une gratuité réelle est plus que jamais l'une des conditions de l'égalité des chances.

Quel socle commun de connaissances, de compétences et de règles de comportement , les élèves doivent prioritairement maîtriser au terme de chaque étape de la scolarité obligatoire ?

On constate l'absence de questions touchant aux relations sociales (économie, sciences politiques, psychologie ou sociologie par exemple). Une place marginale est donnée à la technologie. L'introduction de nouvelles disciplines ou la redéfinition des missions de certaines ne peuvent être déconnectées d'une réflexion sur la définition de la scolarité obligatoire de notre temps. Ainsi, la remise en cause du collège unique, du collège pour tous, les débats ubuesques sur les programmes de philosophie, illustrent cette tendance à ne se préoccuper que du contenu.

Vouloir que l'école vive dans son temps, réponde aux défis d'une société en mutation afin d'offrir aux jeunes un avenir maîtrisé, libre et citoyen, nécessite que soit posées les questions sur ce que l'école transmet, non seulement en termes de valeurs mais aussi dans ce que sont les contenus d'enseignement et de formation.

L'école doit avant tout assurer la transmission d'un socle de connaissances culturelles et pratiques communes, et d'une culture générale nécessaires à l'intégration sociale qui passe par le maintien de l'ensemble des disciplines enseignées actuellement dans les différents cycles d'apprentissage. L'Etat doit assurer la scolarisation de tous les enfants et préparer l'insertion professionnelle de tous. Nul ne doit quitter le système éducatif sans qualification. Celui-ci doit donc assurer la réussite de chacun.

Cette notion d'obligation de réussite doit s'imposer à tous. Cette école de la réussite est bien entendu une école réellement gratuite. Il faut donc mettre en œuvre une véritable individualisation de la démarche pédagogique. Cette individualisation ne sera possible que s'il y a un véritable travail en équipe dans le cadre d'une communauté éducative qui pratique un partenariat avec tous les acteurs dans une démarche de coéducation.

Comment prendre en charge les élèves en grande difficulté ?

L'élève est au centre du système éducatif. Avec la nécessité, pour l'école, de prendre en compte la diversité des élèves, la variété des aptitudes et des talents. Qu'il souffre d'un handicap ou qu'il rencontre des difficultés d'apprentissage, chaque jeune doit se voir accorder le droit d'être conseillé et encouragé dans ses choix de vie. Nous voulons une école qui se donne pour mission de permettre à chaque jeune de développer un projet personnel.

Il est essentiel de repenser le système en place. Dans cet objectif, la politique actuelle de suppression des filières spécifiques et adaptées dès l'orientation en primaire doit être revue. Les moyens humains et matériels ne sont plus mis à disposition de ces élèves.

En plus des filières, les professionnels plus spécialisés disparaissent du tableau des effectifs. Les familles rencontrant de telles difficultés n'ont plus d'espace de dialogues au sein des établissements. Les seuls interlocuteurs restent les équipes de direction et les enseignants qui malgré leur bonne volonté n'ont pas une réelle compétence dans la gestion de ces difficultés.

Il faut replacer chaque élève comme un aspirant unique et spécifique et avoir pour seul objectif de répondre à ses besoins particuliers. Pour cela il faut un système d'apprentissage adapté mais également des moyens humains et logistiques adaptés pour ne pas que la prise en charge des élèves en difficulté soit synonyme de précarisation des personnels.